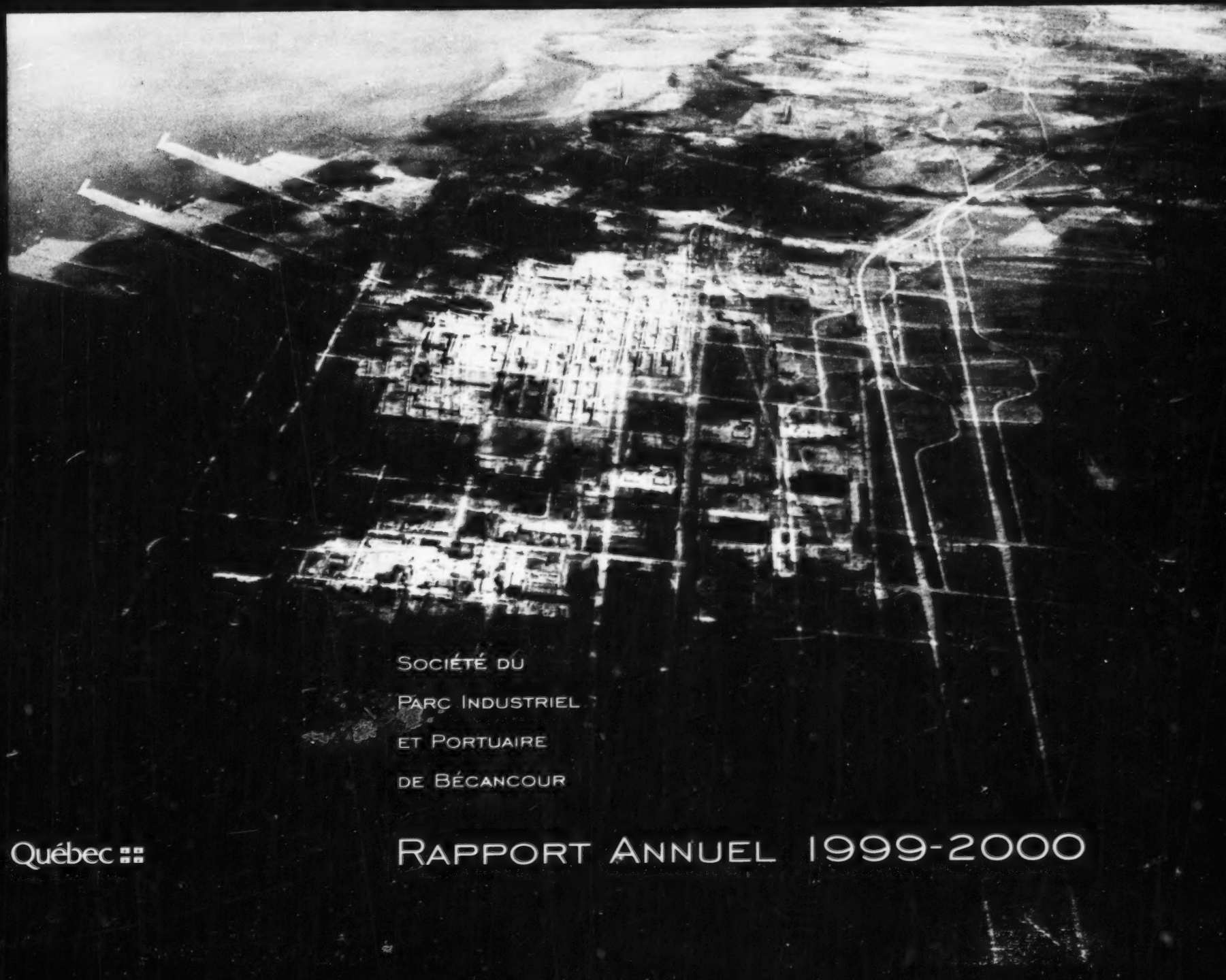


Société du
Parc Industriel
et Portuaire
de Bécancour

Québec

# Rapport Annuel 1999-2000

# Table des Matières


PROFIL DE LA SOCIÉTÉ 2

ÉQUIPE DE DIRECTION 3

CONSEIL D'ADMINISTRATION 4

MESSAGE DU PRÉSIDENT
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION 5

MESSAGE DU
PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL 6

ÉTATS FINANCIERS 7


**APPLICATION DE LA LOI SUR LA PROTECTION DES NON-FUMEURS**

*La Société du parc industriel et portuaire de Becancour a pris les dispositions nécessaires pour assurer à ses employés et visiteurs un environnement exempt de fumée, conformément aux prescriptions de la Loi sur la protection des non-fumeurs.*

**ADJUDICATION DES CONTRATS**

*L'adjudication par la Société des contrats d'approvisionnement et de services est soumise à une politique formelle. Copie de cette politique peut être obtenue en s'adressant à nos bureaux.*

*Monsieur Jean-Pierre Charbonneau*
PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Monsieur le Président,

101-01282/

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel de la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2000.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

Le Vice-Premier ministre et ministre d'État
de l'Économie et des Finances,

*Bernard Landry*

Le ministre délégué
à l'Industrie et au Commerce,

*Guy Julien*

---

*Monsieur Guy Julien*
MINISTRE DÉLÉGUÉ À L'INDUSTRIE ET AU COMMERCE

Monsieur le Ministre,

Conformément aux dispositions de la Loi sur la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour, nous avons l'honneur de vous présenter le rapport annuel de ladite Société pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2000.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre haute considération.

Le président du conseil d'administration,

*Léopold Gagnon*

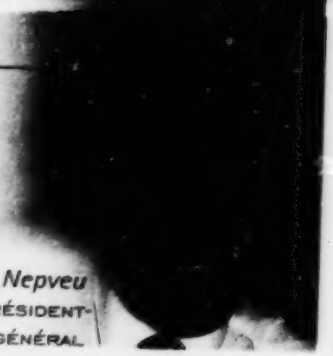
# PROFIL DE LA SOCIÉTÉ

LA SOCIÉTÉ DU PARC INDUSTRIEL ET PORTUAIRE DE BÉCANCOUR A POUR MISSION DE FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC EN DÉVELOPPANT ET EN EXPLOITANT, DANS UN OBJECTIF D'AUTOFINANCEMENT, UN PARC INDUSTRIEL ET PORTUAIRE.

La Société du parc industriel et portuaire de Bécancour est mandataire du gouvernement du Québec et le ministre de l'Industrie et du Commerce est responsable de l'application de sa loi constitutive.

Le Parc industriel et portuaire de Bécancour est situé en bordure du fleuve Saint-Laurent, à mi-chemin entre les villes de Montréal et de Québec. Il s'étend sur un territoire de plus de 6 900 hectares de terrain, dont environ 2 160 des 3 209 hectares réservés à l'implantation d'entreprises industrielles et commerciales sont encore disponibles.

La Société a pour objet de promouvoir l'établissement de nouvelles entreprises et de fournir les infrastructures nécessaires à l'implantation et l'exploitation d'entreprises de grande envergure.



*Jean-Pierre Nepveu*
PRÉSIDENT-
DIRECTEUR GÉNÉRAL

# L'ÉQUIPE DE DIRECTION

La **DIRECTION GÉNÉRALE** est responsable de la gestion et du développement à long terme de la Société. Elle détermine les grands axes de développement et s'assure de la mise en œuvre du plan stratégique. Elle contrôle les activités reliées à la gestion.

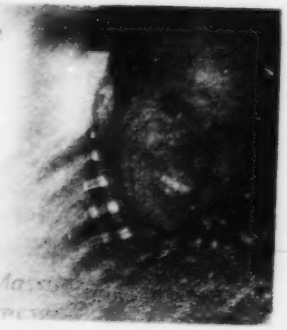
*Serge Girard*
VICE-PRÉSIDENT

La **VICE-PRÉSIDENCE** est responsable de la planification, de la gestion, de la construction et de la rénovation des immobilisations ainsi que des services s'y rattachant. Ces responsabilités sont très étendues et on y retrouve la construction, l'entretien et l'opération des installations portuaires, du réseau et de l'usine d'eau industrielle, du réseau d'aqueduc et d'égout, du réseau routier ainsi que des bâtiments. Elle est également responsable de l'aspect technique relié à l'implantation des nouvelles entreprises et de la problématique environnementale.

*Danielle Hé[illegible]*
DIRECTRICE DES FINANCES

La **DIRECTION DES FINANCES** est responsable des ressources financières, des affaires juridiques, du contrôle interne ainsi que des systèmes de gestion de l'information et de la bureautique. Elle assume certaines responsabilités reliées aux ressources humaines, aux communications, au développement et à l'administration de la Société.

Le **SERVICE DE L'ENTRETIEN** est responsable de l'équipe affectée aux travaux de construction, d'entretien et d'opération des immobilisations de la Société.

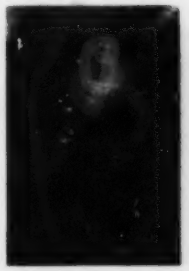


*Serge Mass[illegible]*
SUPERVISEUR À L'ENTRE[illegible]

# Le Conseil d'Administration

*Léopold Gagnon*
**Président du Conseil**
**Président, Ganotec**

*Guy Vachon*
**Vice-président du Conseil**
Directeur général,
Collège Lafièche



*Pierre Genest*
Président,
Groupe Drumco
Construction Inc.

*Estelle Lacoursière*
Professeure,
Université du Québec
à Trois-Rivières

*Jules Paquette*
Agent immobilier
industriel et commercial,
La Capitale

*Nicole Provencher*
Notaire

*Jean Tessier*
Président,
Aluminerie de
Bécancour inc.

*Manon Blais*
**Secrétaire du Conseil**

# Message du Président du Conseil d'Administration

L'année 1999-2000 se caractérise par l'élaboration d'un plan stratégique pour la période 2000-2003 et par la mise en place des premiers jalons de sa réalisation.

En fait, au cours des années la Société s'est dotée d'infrastructures de grande qualité et satisfaisant les exigences des grandes entreprises établies dans le Parc industriel de Bécancour. Tout ce développement a été effectué dans le respect constant de l'environnement. De plus, la Société a organisé ses activités de façon à offrir ses services et à faire face à ses obligations sans aucune aide financière gouvernementale. Maintenant, elle doit relever le défi d'attirer encore plus d'investisseurs sur son territoire. Pour ce faire, elle s'est dotée d'un plan stratégique favorisant le développement des occasions d'affaires, l'amélioration des conditions d'implantation et l'accroissement des revenus récurrents de la Société.

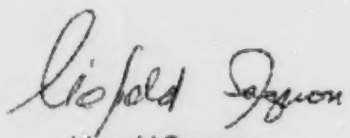
Au cours de la dernière décennie, peu de nouvelles implantations se sont concrétisées en Amérique du Nord dans nos secteurs cibles. La concurrence est donc très agressive et la Société, de concert avec les entreprises du parc et ses autres partenaires (Investissement-Québec, la Société générale de financement, etc.), entend porter ses efforts sur le développement des produits de spécialité en aval des produits de base fabriqués à Bécancour actuellement, sans pour autant relâcher sur le front de nouvelles implantations dans ses secteurs traditionnels.

Afin de s'assurer de conserver un haut niveau de compétitivité, la Société entend améliorer les services existants en y ajoutant un terminal de manutention et d'entreposage de vrac liquide, la construction d'un entrepôt ainsi que le prolongement de la voie ferrée dans la zone portuaire.

Ces améliorations sont d'une importance primordiale autant pour intéresser de nouveaux investisseurs, principalement du secteur chimique, que pour l'augmentation des revenus récurrents de la Société.

De plus, le fleuve Saint-Laurent est un outil essentiel de développement économique et social pour le Québec et nous devons pouvoir compter sur l'intermodalité de toutes les formes de transport si nous voulons être compétitif avec les autres ports de l'Atlantique et exploiter l'énorme potentiel du port de Bécancour.

Le président du conseil d'administration,



***Léopold Gagnon***

# Message du Président-Directeur Général

L'exercice 1999-2000 a été une période à la fois consacrée à la réflexion et à l'action. Le positionnement stratégique du parc a été mis à jour dans le plan stratégique 2000-2003. Notre organisation s'est dotée d'objectifs précis et mesurables comme le commande une gestion publique moderne.

Nous avons aussi consacré des efforts soutenus afin d'améliorer les revenus autonomes de la Société. L'accroissement de près de 30 % des revenus portuaires est venu concrétiser ces efforts et permis, pour une troisième année consécutive, des résultats financiers assurant l'autonomie financière de la Société (en croissance de 61 %).

Nous avons en outre priorisé les activités de démarchage et de réseautage auprès de nos partenaires du développement économique. Déjà, quelques projets pointent à l'horizon. Nous sommes convaincus que cette approche, dans une conjoncture économique favorable, apportera des résultats concrets dans un proche avenir.

Le président-directeur général,

Jean-Pierre Nepveu

# Rapport de la Direction

Les états financiers de la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées et qui respectent les principes comptables généralement reconnus. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activité concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La Société reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration doit surveiller la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers de la Société, conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le conseil d'administration pour discuter de tout élément qui concerne sa vérification.

La directrice des finances,

*Danielle Hébert, CA*

Le président-directeur général,

*Jean-Pierre Nepveu*

Bécancour, le 21 juin 2000

# RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan de la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour au 31 mars 2000 et les états des revenus et dépenses et de l'avoir ainsi que des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 mars 2000, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la *Loi sur le Vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,

Guy Breton

*Guy Breton,* FCA

Québec, le 21 juin 2000

# Revenus et Dépenses et Avoir

*de l'exercice terminé le 31 mars 2000*

| | 2000 | 1999 |
|---|---|---|
| **REVENUS** *(note 3)* | 5 140 107 $ | 4 768 671 $ |
| **DÉPENSES** | | |
| **Dépenses d'exploitation par catégorie** *(note 4)* | | |
| Traitements et avantages sociaux | 794 621 | 701 594 |
| Fournitures et approvisionnements | 638 795 | 655 891 |
| Entretien et réparations | 534 905 | 538 817 |
| Taxes municipales et scolaires | 182 861 | 181 300 |
| Services professionnels, administratifs et autres | 108 326 | 255 051 |
| Gardiennage | 96 912 | 99 265 |
| Déplacements et communications | 51 511 | 48 472 |
| Publicité et promotion | 47 375 | 60 255 |
| | 2 455 306 | 2 540 645 |
| Amortissement des immobilisations | 1 993 584 | 2 003 430 |
| | 4 448 890 | 4 544 075 |
| **Autres dépenses** | | |
| Participation aux réseaux d'eau potable et d'égout de la Ville de Bécancour *(note 8)* | 47 262 | 46 825 |
| Intérêts sur la dette à long terme | 1 005 212 | 1 178 569 |
| Amortissement de l'escompte sur la dette à long terme | 62 318 | 90 287 |
| | 5 563 682 | 5 859 756 |
| EXCÉDENT DES DÉPENSES SUR LES REVENUS | 423 575 | 1 091 085 |
| AVOIR AU DÉBUT | 16 070 364 | 17 161 449 |
| AVOIR À LA FIN | 15 646 789 $ | 16 070 364 $ |

# BILAN

*au 31 mars 2000*

| | 2000 | 1999 |
|---|---|---|
| ACTIF | | |
| **À court terme** | | |
| Encaisse | 586 206 $ | 480 795 $ |
| Dépôt à terme, 5,19 %, au coût | 1 000 000 | 1 300 000 |
| Débiteurs | 480 267 | 452 224 |
| Solde de prix de vente d'un terrain *(note 5)* | 24 325 | 24 326 |
| Stock de pièces de rechange | 234 231 | 239 179 |
| Frais payés d'avance | 91 780 | 82 694 |
| | 2 416 809 | 2 579 218 |
| **Solde de prix de vente d'un terrain** *(note 5)* | - | 24 325 |
| **Escompte sur la dette à long terme – coût non amorti** | 118 956 | 247 |
| **Terrains à vendre** | 4 636 814 | 4 377 384 |
| **Immobilisations** *(note 6)* | 27 636 087 | 29 481 448 |
| | 34 808 666 $ | 36 462 622 $ |
| PASSIF | | |
| **À court terme** | | |
| Créditeurs et frais courus | 225 029 $ | 244 091 $ |
| Intérêts courus sur la dette à long terme | 469 570 | 565 315 |
| Retenues sur contrats | 127 041 | 224 755 |
| Revenus reportés | 217 797 | 238 653 |
| | 1 039 437 | 1 272 814 |
| **Provision pour congés sociaux** | 135 783 | 119 444 |
| **Dette à long terme** *(note 7)* | 17 986 657 | 19 000 000 |
| | 19 161 877 | 20 392 258 |
| **AVOIR** | 15 646 789 | 16 070 364 |
| | 34 808 666 $ | 36 462 622 $ |

**ENGAGEMENTS** *(note 8)*

**ÉVENTUALITÉS** *(note 9)*

*Pour le conseil d'administration*

Léopold Beaudoin

Jean Gagnon

# Flux de Trésorerie

*de l'exercice terminé le 31 mars 2000*

| | 2000 | 1999 |
|---|---|---|
| **ACTIVITÉS D'EXPLOITATION** | | |
| Excédent des dépenses sur les revenus | ( 423 575 ) $ | (1 091 085 ) $ |
| Ajustements pour : | | |
| Amortissement des immobilisations | 1 993 584 | 2 003 430 |
| Amortissement de l'escompte sur la dette à long terme | 62 318 | 90 287 |
| Gain à la vente de terrains | ( 3 210 ) | ( 25 892 ) |
| Perte (gain) à l'aliénation d'immobilisation | 5 830 | ( 12 ) |
| | 1 634 947 | 976 728 |
| Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation (note 10) | ( 577 769 ) | 99 492 |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation | 1 057 178 | 1 076 220 |
| **ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT** | | |
| Acquisition d'immobilisations | ( 254 667 ) | ( 171 333 ) |
| Produit d'aliénation d'immobilisations | 2 900 | 1 260 |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement | ( 251 767 ) | ( 170 073 ) |
| **ACTIVITÉS DE FINANCEMENT** | | |
| Remboursement sur la dette à long terme | ( 1 000 000 ) | - |
| Flux de trésorerie liés aux activités de financement | ( 1 000 000 ) | - |
| AUGMENTATION (DIMINUTION) DES ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES | ( 194 589 ) | 906 147 |
| ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES AU DÉBUT | 1 780 795 | 874 648 |
| ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES À LA FIN *(note 10)* | 1 586 206 $ | 1 780 795 $ |

# NOTES COMPLÉMENTAIRES

*31 mars 2000*

## 1. CONSTITUTION ET MISSION

La Société du parc industriel et portuaire de Bécancour, personne morale au sens du Code civil, a été constituée par une loi spéciale (L.R.Q. chapitre S-16.001). Elle a pour mission de favoriser le développement économique du Québec en développant et en exploitant, dans un objectif d'autofinancement, un parc industriel et portuaire dans une partie du territoire de la Ville de Bécancour.

## 2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers de la Société ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

**Espèces et quasi-espèces**

Les espèces et quasi-espèces se composent des fonds en caisse, des soldes bancaires et des placements dans des instruments de marché monétaire.

**Stock de pièces de rechange**

Le stock de pièces de rechange est évalué au moindre du coût, établi selon la méthode de l'épuisement successif, et de la valeur de remplacement.

**Escompte sur la dette à long terme**

L'escompte sur la dette à long terme est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de l'emprunt.

**Terrains à vendre**

Les terrains à vendre sont comptabilisés au moindre du coût moyen d'acquisition et de la valeur de réalisation nette. Les taxes municipales et scolaires ainsi que les intérêts relatifs à l'achat de ces terrains sont imputés aux opérations.

La vente d'un terrain est comptabilisée à la date d'exécution de l'acte notarié s'y rapportant.

**Immobilisations**

Les immobilisations sont comptabilisées au coût moins les subventions du gouvernement du Québec s'y rapportant. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire, aux taux suivants :

| | |
|---|---|
| Bâtisses, aires d'entreposage et de stationnement | 2 1/2 % à 5 % |
| Installations portuaires | 2 1/2 % à 20 % |
| Véhicules | 20 % |
| Équipement | 6 2/3 % et 10 % |
| Réseaux d'eau potable et d'égouts | 3 1/3 % à 5 % |
| Usine et réseau de distribution d'eau industrielle | 2 1/2 % et 5 % |
| Routes et rues | 4 % et 5 % |
| Réseau ferroviaire | 2 1/2 % |
| Mobilier et équipement de bureau | 10 % et 20 % |

## 3. REVENUS

| | 2000 | 1999 |
|---|---|---|
| **Revenus d'exploitation :** | | |
| Revenus portuaires | 2 493 686 $ | 1 931 623 $ |
| Service d'eau industrielle | 1 296 411 | 1 370 859 |
| Remboursements par la Ville de Bécancour de certains frais d'entretien | 850 000 | 850 000 |
| Location d'immeubles | 408 174 | 386 542 |
| Intérêts sur encaisse et dépôts à terme | 70 516 | 58 867 |
| Services publics reliés à la vente de terrains | 14 232 | 64 953 |
| Gain (perte) à l'aliénation d'immobilisations | ( 5 830 ) | 12 |
| Autres revenus | 9 708 | 79 923 |
| | 5 136 897 | 4 742 779 |
| **Vente de terrains :** | | |
| Vente de terrains | 4 380 | 31 227 |
| Coût des terrains vendus | 1 170 | 5 335 |
| | 3 210 | 25 892 |
| | 5 140 107 $ | 4 768 671 $ |

## 4. DÉPENSES D'EXPLOITATION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉS, AVANT AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS

| | 2000 | 1999 |
|---|---|---|
| Administration générale | 796 309 $ | 864 234 $ |
| Usine et réseau de distribution d'eau industrielle | 655 371 | 660 621 |
| Immeubles | 334 555 | 379 440 |
| Réseaux de transport | 252 463 | 239 820 |
| Installations portuaires | 214 946 | 208 647 |
| Véhicules et équipement | 121 865 | 101 093 |
| Réseaux d'eau potable et d'égout | 79 797 | 86 790 |
| | 2 455 306 $ | 2 540 645 $ |

## 5. SOLDE DE PRIX DE VENTE D'UN TERRAIN

| | 2000 | 1999 |
|---|---|---|
| Garanti par hypothèque de premier rang, remboursable par versements annuels de 24 325 $ en capital, plus les intérêts de 6 % l'an, échéant le 5 décembre 2000 | 24 325 $ | 48 651 $ |
| Portion échéant en deçà de un an | 24 325 | 24 326 |
| | - $ | 24 325 $ |

## 6. IMMOBILISATIONS

| | 2000 | | | 1999 |
|---|---|---|---|---|
| | Coût | Amortissement cumulé | Net | Net |
| Terrains | 28 069 $ | - $ | 28 069 $ | 28 069 $ |
| Bâtisses, aires d'entreposage et de stationnement | 3 347 903 | 1 764 665 | 1 583 238 | 1 676 520 |
| Installations portuaires | 37 015 172 | 19 855 129 | 17 160 043 | 18 142 505 |
| Véhicules et équipement | 678 921 | 513 550 | 165 371 | 190 945 |
| Réseaux d'eau potable et d'égout | 5 709 914 | 4 529 813 | 1 180 101 | 1 329 075 |
| Usine et réseau de distribution d'eau industrielle | 11 601 547 | 6 838 715 | 4 762 832 | 5 177 106 |
| Réseaux de transport : | | | | |
| Routes et rues | 9 255 680 | 6 910 074 | 2 345 606 | 2 500 144 |
| Réseau ferroviaire | 597 508 | 257 634 | 339 874 | 354 812 |
| Mobilier et équipement de bureau | 226 025 | 155 072 | 70 953 | 82 272 |
| | 68 460 739 $ | 40 824 652 $ | 27 636 087 $ | 29 481 448 $ |

## 7. DETTE À LONG TERME

| | 2000 | 1999 |
|---|---|---|
| Billet à terme du Fonds de financement du gouvernement du Québec, taux effectif de 5,81 %, sans modalités de remboursement quant au capital, échéant en avril 2002 | 17 986 657 $ | 19 000 000 $ |

## 8. ENGAGEMENTS

**Participation aux réseaux d'eau potable et d'égout de la Ville de Bécancour**

En vertu d'une entente avec la Ville de Bécancour ratifiée par le Gouvernement le 11 avril 1973, la Société est autorisée à participer jusqu'en l'an 2011 au financement des réseaux d'eau potable et d'égout desservant le parc industriel et une partie de la Ville de Bécancour.

La Société s'est engagée à payer annuellement le service de la dette relatif à un règlement d'emprunt de la Ville de Bécancour. Au 31 mars 2000, cet engagement s'élevait à 621 000 $ (1999 : 668 000 $).

Évolution au cours de l'exercice de l'emprunt sur obligations relatif à cet engagement :

| | | Versements de l'exercice | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Émission originale | Au 31 mars 1999 | Montant | Intérêts | Capital | Au 31 mars 2000 |
| 672 000 $ | 451 900 $ | 47 262 $ | 23 362 $ | 23 900 $ | 428 000 $ |

Les taux d'intérêt relatifs à cette émission varient de 3,25 % à 5,40 % jusqu'au 30 juin 2002.

**Résolution d'un acte de vente**

En vertu d'un acte de vente signé en 1996 la Société s'est engagée à résoudre la vente d'un terrain si l'entreprise décidait de ne pas compléter les travaux de construction alors en cours. Le 25 février 2000, l'entreprise a demandé à la Société de se prévaloir des droits de résolution prévus au contrat et la Société a accepté de reprendre le terrain à la condition que certains travaux y soient effectués. Le montant relié à cette rétrocession a été établi à 890 000 $.

## 9. ÉVENTUALITÉS

La Société fait l'objet de diverses poursuites totalisant environ 1 144 000 $.

Selon l'opinion de la Société, aucun passif important ne peut résulter de ces éventualités. En conséquence, aucune provision pour perte éventuelle découlant de ces poursuites n'est comptabilisée.

## 10. FLUX DE TRÉSORERIE

La Société a adopté les nouvelles recommandations de l'Institut canadien des comptables agréés concernant la présentation de l'état des flux de trésorerie. Ces nouvelles recommandations ont été appliquées rétroactivement et par conséquent les chiffres de 1999 présentés à des fins de comparaison ont été retraités. Les renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie s'établissent comme suit :

| | 2000 | 1999 |
|---|---|---|
| **Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation** | | |
| Débiteurs | ( 28 043 ) $ | 35 176 $ |
| Solde de prix de vente d'un terrain | 24 326 | 24 326 |
| Stock de pièces de rechange | 4 948 | 16 169 |
| Frais payés d'avance | (9 086 ) | 9 632 |
| Escompte sur la dette à long terme (a) | ( 194 370 ) | - |
| Terrains à vendre | ( 256 220 ) | 26 227 |
| Créditeurs et frais courus | (19 062 ) | ( 21 409 ) |
| Intérêts courus sur dette à long terme | ( 95 745 ) | - |
| Revenus reportés | ( 20 856 ) | 25 744 |
| Provision pour congés sociaux | 16 339 | ( 16 373 ) |
| | ( 577 769 ) $ | 99 492 $ |

*(a) Excluant 62 318 $ d'amortissement annuel et 13 343 $ de réduction de l'escompte découlant d'un remboursement anticipé de la dette à long terme.*

| | | |
|---|---|---|
| **Espèces et quasi-espèces** | | |
| Encaisse | 586 206 $ | 480 795 $ |
| Dépôt à terme | 1 000 000 | 1 300 000 |
| Total des espèces et quasi-espèces | 1 586 206 $ | 1 780 795 $ |
| **Information supplémentaire** | | |
| Intérêts payés sur la dette à long terme | 1 068 750 $ | 1 140 000 $ |

## 11. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers qui sont mesurées à la valeur d'échange, la Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

## 12. RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel de la Société participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP). Ce régime est à prestations déterminées et comporte des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations de la Société à titre d'employeur imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 28 737 $ (1999 : 29 622 $). Les obligations de la Société envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

## 13. INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur des éléments d'actif et de passif financiers à court terme est équivalente à la valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée.

La juste valeur de la dette à long terme est équivalente à la valeur comptable en raison de son refinancement récent.